



PREFECTURE DU HAUT-RHIN

**A R R Ê T É N °20080443 du 12 Février 2008**  
**portant autorisation de prolongation du délai de remise en état de la carrière EST**  
**GRANULATS de Saint-Louis – Hésingue et portant prescriptions complémentaires**  
**au titre du titre Ier du livre V du Code de l'Environnement**

**LE PRÉFET DU HAUT-RHIN**

Chevalier de la Légion d'Honneur

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'Environnement, notamment le titre Ier relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, du livre V,
- VU** le Code minier et ses textes d'application,
- VU** la Directive 2000/60/DCE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau et la Directive fille 2006/118/CE du 12 décembre 2006 sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration,
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- VU** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées
- VU** l'arrêté ministériel du 29 novembre 2006 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement,
- VU** le Schéma Départemental des Carrières du Haut-Rhin, approuvé par arrêté préfectoral du 6 février 1998 mis à jour le 3 février 2003.
- VU** l'arrêté préfectoral du 15 novembre 1996 approuvant le SDAGE Rhin-Meuse,
- VU** l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2005 approuvant le SAGE III-Nappe-Rhin,
- VU** les actes administratifs délivrés antérieurement :
  - l'arrêté préfectoral n° 49414 du 10 février 1977 autorisant la Société GRANDE SABLIERE DE SAINT-LOUIS à poursuivre l'exploitation d'une carrière sur le territoire des communes de HESINGUE et SAINT-LOUIS ;

- l'arrêté préfectoral n° 75238 du 09 janvier 1984 portant modification de l'arrêté précité et renonciation partielle à une autorisation d'exploitation de carrière à SAINT-LOUIS et HESINGUE par la S.A. Grande Sablière de SAINT-LOUIS ;
- l'arrêté préfectoral n° 89640 du 10 février 1989 portant prescriptions additionnelles rendues nécessaires pour assurer la protection des intérêts visés par le code minier à la Société GRANDE SABLIERE DE SAINT-LOUIS ;
- l'arrêté préfectoral n° 97900 du 12 mars 1992 portant rejet de la demande de renouvellement d'autorisation d'exploiter et d'extension d'une carrière par la Société GRANDE SABLIERE DE SAINT-LOUIS ;
- l'arrêté préfectoral n° 95478 du 02 août 1995 portant prescriptions complémentaires à la Société HUPFER FRANCE SA pour sa carrière de SAINT-LOUIS et HESINGUE,
- l'arrêté préfectoral n° 990018 du 07 janvier 1999 portant prescriptions complémentaires à la Société HUPFER FRANCE SA pour sa carrière de SAINT-LOUIS et HESINGUE ;
- l'arrêté préfectoral n°992992 du 25 novembre 1999 portant prescriptions complémentaires à la société HUPFER France S.A. pour la remise en état de sa carrière de SAINT LOUIS et HESINGUE.
- Arrêté préfectoral n°022710 du 02 octobre 2002 portant autorisation de changement d'exploitation d'une carrière située sur le territoire des communes de SAINT LOUIS et de HESINGUE au bénéfice de la Société SASAG SAS.

**VU** l'avis des services membres de la MISE 68 lors de la réunion technique du 14 mars 2007 relatif au principe de rationalisation des prescriptions d'auto surveillance des eaux souterraines au droit des installations classées pour la protection de l'environnement,

**VU** la lettre du 01 février 2006 par laquelle la société Est Granulats informe que la société SASAG HAUT-RHIN a fait l'objet d'un changement de dénomination à compter du 1er janvier 2006 et est renommée Est Granulats.

**VU** la demande du 20 juillet 2007, par laquelle la société EST GRANULATS sollicite le renouvellement de l'autorisation d'accueillir des matériaux inertes sur l'ancienne carrière de SAINT LOUIS et HESINGUE autorisés par l'arrêté préfectoral n°992992 du 25 novembre 1999 précité.

**VU** le rapport du 10 décembre 2007 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées,

**VU** l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites - formation carrières du 17 janvier 2007,

#### **CONSIDÉRANT**

que la société Est Granulats a été autorisée à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires sur les communes de Saint Louis - Hésingue et que la remise en état est imposée dans l'arrêté préfectoral complémentaire n°992992 du 25 novembre 1999

**CONSIDÉRANT** que la société Est Granulats n'a pas pu terminer dans les délais (31/12/2007) la remise en état de la carrière Saint-Louis – Hésingue et qu'elle sollicite un délai supplémentaire de 10 ans en proposant de remblayer jusqu'à 4 m au dessus de la côte centennale de la nappe phréatique.

**CONSIDÉRANT** que la remise en état de la carrière initialement autorisée est un remblayage à la cote centennale de la nappe, l'inspection propose d'autoriser seulement la phase1 des « travaux de remblaiement » proposée par la société Est Granulats qui consiste essentiellement à la mise à niveau des terrains jusqu'à la côte 246 m NGF, côte centennale des eaux de la nappe, impliquant un volume de matériaux à importer de 300 000 m3 et un délai de réalisation de 5 ans.

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire d'avoir une meilleure représentativité de la qualité des eaux souterraines au droit du site et que donc il est imposé la réalisation d'un réseau piézomètre en aval éloigné du site.

**CONSIDÉRANT** que la nature de la remise en état du site n'est pas modifiée

**CONSIDÉRANT** que les mesures imposées à l'exploitant, notamment le contrôle des matériaux inertes utilisés, la surveillance de la qualité des eaux souterraines ainsi que les garanties financières de remise en état des sols, sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations,

**APRÈS** communication au demandeur du projet d'arrêté statuant sur sa demande,

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin,

## **A R R Ê T E**

### **Article 1<sup>er</sup> – ABROGATION**

L'arrêté préfectoral n° 992992 du 25 novembre 1999 est abrogé et remplacé par les articles suivants à compter du 31 décembre 2007:

### **Article 2 – CHAMP D'APPLICATION**

Les prescriptions complémentaires suivantes s'appliquent à la société EST GRANULTAS ayant son siège social 10 rue Robert Schuman – Parc d'activités – 68870 BARTENHEIM, désignée « exploitant » ci après pour la remise en état de sa carrière sise sur le territoire des communes de HESINGUE et SAINT LOUIS.

### **Article 3 – DURÉE DE LA REMISE EN ETAT DU SITE**

La remise en état du site est prolongée pour une durée de 5 ans à compter du 31 décembre 2007.

### **Article 4 - PÉRIMÈTRE DE LA REMISE EN ETAT (CF ANNEXE I)**

Par référence au plan parcellaire annexé au présent arrêté, le périmètre de la remise en état du site est limité

Section 16 : parcelles 62, 67, 150

Section 19 : parcelle 22

Sur le territoire de la commune de Saint Louis.

Toute modification de la dénomination des parcelles cadastrales et de leur concession doit être déclarée à l'inspecteur des installations classées.

### **Article 5 – MODIFICATION**

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Ces derniers porteront entre autres sur la pertinence des modalités de surveillance des eaux souterraines en place (position des ouvrages, paramètres, fréquence).

### **Article 6 - ACCIDENT - INCIDENT**

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement doit être déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées (article R 512-69 du code de l'environnement).

L'exploitant fournit à l'inspection des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et celles mises en œuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise.

### **Article 7 - ACCÈS ET CIRCULATION DANS LA CARRIÈRE :**

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès de toute zone dangereuse des travaux de remise en état est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

Le danger, les interdictions d'accès et de décharge de quelque matériau que ce soit, sont signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

#### **Article 8 - PLAN DE REMISE EN ETAT:**

Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation, à l'échelle 1/2000°, orienté, comprenant un maillage selon le système LAMBERT.

Sur ce plan sont reportés :

- les dates des levés,
- le périmètre visé par l'article 4 précité, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées,
- les bords de la fouille,
- les limites de sécurité et les périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales,
- les courbes de niveau (équidistantes, tous les 10 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés,
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques,
- l'emplacement exact du bornage,
- la position des dispositifs de clôture,
- l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte,
- les limites de remise en état définie pour le calcul des garanties financières,
- l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles en eau, celles remblayées et celles remises en état,
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière,
- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,

#### **Article 9 - MISE À JOUR :**

Le plan prévu à l'article 8 sera transmis dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté. Ce plan sera mis à jour au moins une fois par an par une personne ou un organisme compétent pour l'ensemble des éléments visés à l'article 8.

#### **Article 10 - COMMUNICATION DU PLAN :**

Le plan de remise en état est conservé sur le site par la personne chargée de la direction technique des travaux et tenu à la disposition des agents mandatés pour assurer le contrôle de la remise en état. Chaque version du plan est versée au registre de la remise en état de la carrière.

Ce plan comprenant tous les éléments visés à l'article est communiqué à l'inspecteur des installations classées tous les ans il sera établi et validé par un géomètre expert.

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment que des coupes supplémentaires (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente) soient réalisées.

#### **Article 11 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE REMISE EN ETAT DU SITE :**

### 11.1 :

Les travaux de remise en état devront à tout moment :

- garantir la sécurité et la salubrité publique ainsi que celle du personnel,
- maintenir la stabilité des terrains de manière à ne pas porter atteinte à la sécurité des personnes et au milieu environnant,
- ne pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux superficielles et souterraines,
- respecter les éventuelles servitudes existantes et la libre circulation des riverains.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières, ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

### 11.2 :

Indépendamment des travaux de remise en état prescrite à l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°990018 du 7 janvier 1999, les travaux de remise en état consisteront en un remblayage partiel des terrains avec des matériaux strictement inertes. Pour ce faire, des plates-formes régulières seront aménagées sur la carrière au niveau de la cote centennale des eaux de la nappe phréatique.

Le zone sud déjà remblayée jusqu'au niveau des terrains naturels sera toutefois maintenue en l'état.

Les talus des zones exploitées à sec profilés de sorte qu'ils ne présentent pas de risque pour la stabilité des terrains et qu'ils puissent être ultérieurement, et le cas échéant, réaménagés, ne devront plus être touchés par les opérations de remise en état.

## **Article 12 – CONDITION D'ADMISSION DES MATERIAUX (DECHETS INERTES) :**

La réalisation des plates-formes visées à l'article 11 sera effectuée au moyen de matériaux qui devront avoir été préalablement triés avant l'arrivée sur le site de la carrière de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.

Les opérations de remblayages seront effectuées dans les conditions définies ci-après.

### 12.1

a) les matériaux (ou déchets) admissibles pour la remise en état du site sont les suivants :

Chapitre de la liste des déchets (Décret n° 2002-540 )	Décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets	Description des matériaux ou déchets	Restrictions
17, Déchets de construction et de démolition	17 01 01	Bétons	non souillés par des matériaux non admissibles en remblai
17, Déchets de construction et de démolition	17 01 02	Briques	non souillés par des matériaux non admissibles en remblai
17, Déchets de construction et de démolition	17 01 03	Tuiles	non souillés par des matériaux non admissibles en remblai
17, Déchets de construction et de démolition	17 05 04	Terres et pierres (y compris déblais)	A l'exclusion de la terre végétales et de la tourbe; pour les terres et pierres provenant de sites contaminés, uniquement après réalisation d'une procédure d'acceptation préalable.
20, Déchets municipaux	20 02 02	Terre et pierres	Provenant uniquement de déchets de jardins et de parcs; à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe.

b) sont interdits tout autres matériaux et notamment les matériaux suivants :

- Ordures ménagères,
- Objets flottants (bois, plastique...)
- Ferrailles,
- Plâtre,
- Ciments d'asphaltes (granulats enrobés d'asphalte ou bitume),
- Déchets industriels,
- Bétons provenant d'industries chimiques,
- Béton recouvert de plâtre,
- Verre,
- Amiante et produit à base d'amiante,
- Sables de fonderie,
- Déchet hospitaliers,
- Papiers et cartons,
- Etc.

## 12.2

En cas de présomption de contamination des déchets et avant leur arrivée sur le site, le producteur des déchets effectue une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité de stocker ces déchets en installation de stockage de déchets inertes.

Cette acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant des déchets par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'annexe I du présent arrêté et une

analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé X 30-402-2. Seuls les déchets respectant les valeurs limites de l'annexe I précitée et correspondant aux critères définis au paragraphe a de l'article 12.1 peuvent être admis.

### 12.3

Dans le cas de terres provenant de sites contaminés et avant leur arrivée sur le site, le producteur des déchets effectue la procédure d'acceptation préalable prévue à l'article 12.2.

### 12.4

l'exploitant sera tenu :

- a) de vérifier que chaque entreprise venant apporter les matériaux a bien signé une convention de reprise immédiate en cas de non conformité
- b) de contrôler que chaque chargement de matériaux entrant sur le site est accompagné d'un bordereau de suivi qui indique :
  - la date,
  - la provenance exacte des matériaux (nom du chantier et activité antérieure du site),
  - leur destination,
  - leurs quantités,
  - l'identification du véhicule et du transporteur,
  - attestation de la conformité des matériaux à leur destination.
- c) de réceptionner les matériaux sur l'aire de contrôle définie à l'article 11.2
- d) de contrôler visuellement les déchets déchargés du camion et lors du régalaage des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés.

En cas d'acceptation des déchets, un accusé de réception est délivré à l'expéditeur des déchets.

Les données visées précédemment et les conventions signées seront archivées et mises à la disposition de la DRIRE et du Service des Douanes.

### 12.5

Les matériaux destinés au remblayage et entrant sur le site de la carrière seront déchargés préalablement sur une aire de contrôle afin d'en vérifier le contenu. Ils devront être exempts de toute souillure pouvant constituer une charge polluante pour l'environnement du point de vue physique, chimique ou biologique.

Aucun déchargement ne pourra être réalisé sans vérification préalable du contenu de la benne du camion et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

Tout chargement contenant des matériaux souillés par des matériaux non admissibles en remblai, et autres que ceux définis au paragraphe a de l'article 11.1 sera refusé, rechargé



immédiatement puis réexpédié ; à défaut, les produits refusés seront placés dans des conteneurs étanches.

En cas de refus, le préfet est informé, au plus tard 48 heures après le refus, des caractéristiques du lot refusé (expéditeur, origine, nature et volume des déchets,...). Si les déchets refusés proviennent d'un autre pays que la France, une information immédiate au Service des Douanes sera également effectuée.

#### 12.6

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception, la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets délivré au producteur et, si elle est différente, la date de leur stockage ;

- l'origine et la nature des déchets ;
- le volume (ou la masse) des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.
- la date d'élimination ou de valorisation du déchet.

L'exploitant validera et adressera tous les semestres une copie papier des mises à jour du registre.

L'exploitant tient à jour un plan de remise en état du site. Ce plan topographique permet d'identifier les zones de remblais où sont entreposés les différents déchets correspondant aux données figurant sur le registre. Ce plan peut correspondre à celui prescrit à l'article 8 du présent arrêté et sera adressé une fois par an à l'inspection des installations classées.

Le registre et le plan topographique susvisé seront tenus à la disposition de la DRIRE et du Service des Douanes.

#### **Article 13 – AVANCEMENT DES TRAVAUX DE REMISE EN ETAT :**

L'exploitant remettra tous les ans à M. Le Préfet un rapport faisant état de l'avancement des travaux de remise en état des terrains, afin de permettre l'information de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites - formation carrières.

#### **Article 14 – FIN DES TRAVAUX DE REMISE EN ETAT :**

Les travaux de remise en état du site devront être achevés au plus tard le 31 décembre 2012.

Conformément aux dispositions de l'article R 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant adressera au Préfet au plus tard le 30 juin 2012 une notification de fin de remise en état du site, accompagnée d'un dossier comprenant :

- Le plan à jour du site (accompagnée de photos)
- Le plan de remise en état définitif
- Un mémoire sur l'état du site.

## **Article 15 – CONTROLE DE LA QUALITE DES EAUX SOUTERRAINES**

### **Article 15.1 – Réseau de surveillance des eaux souterraines**

#### **Article 15.1.1 Définition du réseau de surveillance**

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants : (cf annexe II)

<b>N°BSS l'ouvrage</b>	<b>de</b>	<b>Localisation par rapport au site</b>	<b>Aquifère capté (superficiel ou profond)</b>	<b>Profondeur (m)</b>
445-8-124		Aval ouest	Nappe	15.3
445-8-109		Aval Est	Nappe	17.1
445-8-66		Amont	Nappe	25.3

Dans un délai de six mois, l'exploitant proposera à M.Le Préfet la mise en place d'un réseau piézométrique en aval hydraulique éloigné, sur la base d'une étude hydrogéologique, afin d'avoir une bonne représentativité de la qualité des eaux souterraines au droit du site. L'exploitant devra réaliser le ou les ouvrages dans un délai de deux mois à compter de l'avis de l'inspection des installations classées.

#### **Article 15.1.2 Modalités de la création de nouveaux ouvrages de surveillance**

##### **Article 15.1.2.1 Déroulement du chantier de forage**

Pendant la réalisation du chantier, l'exploitant s'assure que toutes les mesures de prévention des risques de pollution accidentelles sont prises.

L'exploitant signale à l'inspection des installations classées tout incident de chantier susceptible de nuire à la qualité des sols et/ou des eaux souterraines.

A la fin du chantier, l'exploitant fait parvenir à l'inspection des installations classées un rapport de fin de travaux comportant les pièces décrites en annexe III.

##### **Article 15.1.2.2 Conditions techniques de réalisation**

L'exploitant fait réaliser le ou les ouvrages selon les règles de l'art. (cf recommandations en annexe IV).

##### **Article 15.1.2.3 Pompages d'essai**

Dans le cas où un ou des pompages d'essai sont nécessaires à la mise en place de l'ouvrage de surveillance, l'exploitant veille à obtenir toutes les autorisations nécessaires au rejet des eaux pompées dans les eaux superficielles.

##### **Article 15.1.2.4 Inscription à la Banque du Sous Sol**

L'exploitant fait inscrire le ou les nouveaux ouvrages de surveillance à la Banque du Sous Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

#### **Article 15.1.3 Gestion du réseau de surveillance et conditions d'abandon d'ouvrage**

L'exploitant veille à ce que les piézomètres soient clairement identifiés sur le terrain (avec tout ou partie de leur numéro BSS) et qu'il restent fermés en dehors des séances de prélèvements. L'exploitant surveille et entretient les ouvrages de surveillance de telle manière à garantir la protection de la ressource en eau vis à vis de tout risque de pollution par l'intermédiaire des ouvrages.

Les ouvrages de surveillance inclus dans un périmètre de protection de captage AEP ou ceux au droit d'aquifères superposés font tous les 10 ans l'objet d'une inspection d'état général et d'étanchéité ainsi que d'un nettoyage.

Dans le cas où un piézomètre s'avère hors service, l'exploitant veille à le remettre en état le plus rapidement possible.

L'exploitant soumet à l'inspection des installations classées toute décision de cesser d'entretenir un ouvrage et de l'abandonner.

Tout ouvrage abandonné doit être comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de circulation d'eau et l'absence de transfert de pollution.

#### Article 15.2 – Programme de surveillance

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, avec les fréquences associées.

N°BSS de l'ouvrage	Fréquence d'analyse	Code SANDRE des paramètres à analyser sur les piézomètres	Nom SANDRE des paramètres
445-8-124 445-8-109 445-8-66	Semestrielle (périodes hautes eaux et basses eaux)	1302	PH
		1304	Conductivité
		1319	Azote Kjeldhal
		1350	Phosphore total
		480	Hydrocarbure dissous
		1440	Indice Phénol
		2034	HAP
		1106	Composés organo-halogénés
		1370	volatils
		1393	Aluminium
		1392	Fer
		1383	Cuivre
		1394	Zinc
		1391	Manganèse
		1388	Fluor
		1382	Cadmium
		1369	Plomb
		1390	Arsenic
		1389	Cyanure
		1387	Chrome
		1385	Mercure
			Sélénium

Les analyses seront complétées par la recherche des pesticides et des poly chloro-bromo biphényls (PCB).

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux recommandations du fascicule de documentation AFNOR-FD-X 31-615 de décembre 2000.

Les analyses sont réalisées conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

#### Article 15.3 – Piézométrie du site

Le niveau piézométrique est relevé sur tous les ouvrages du réseau de surveillance lors des campagnes semestrielles. Les têtes d'ouvrages sont systématiquement nivelées.

#### Article 15.4 – Transmission des résultats

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats des analyses avant le 15 du mois qui suit le semestre ou le trimestre pendant lequel les analyses ont été réalisées pour le programme de surveillance et avant le 15 janvier de l'année suivante pour le programme de contrôle.

On pourra se reporter à l'Annexe V pour la présentation des résultats.

L'exploitant joint aux résultats :

- une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements semestriels, avec une localisation des piézomètres ;
- ses commentaires concernant les résultats d'analyses, portant notamment sur l'évolution des teneurs mesurées et comprenant les éléments de nature à expliquer ces dernières et si nécessaire, la description des mesures prises pour remédier à cette situation.

Les résultats des analyses et les bilans sont envoyés à la DRIRE par courrier ou, de préférence, par mail à l'adresse suivante : [autosurveillance.drire-alsace@industrie.gouv.fr](mailto:autosurveillance.drire-alsace@industrie.gouv.fr)

#### **Article 16 – CONTROLE DE LA QUALITE DES MATERIAUX DE REMBLAYAGE :**

Il sera procédé sur les matériaux de remblayage à des prélèvements et leur analyse par un laboratoire agréé.

Les prélèvements et leur analyse seront effectués tous les 5000 m<sup>3</sup> de matériaux mis en remblayage, ils feront l'objet des déterminations suivantes :

- aspect physique
- teneur en matière organique
- test de lixiviation selon la norme X 30-402-2 pour les paramètres définis dans l'annexe VI du présent arrêté et complété par la recherche des éléments suivants :
  - DCO, dureté
  - CN
- analyse des paramètres définis au paragraphe 2 de l'annexe VI.
- recherche des pesticides, pesticides organochlorés et organophosphorés.

Si les résultats d'analyse sont supérieurs aux valeurs limites imposées par l'annexe VI ou à la réglementation Française en vigueur sur les déchets inertes, l'exploitant devra informer le préfet, au plus tard 48 heures, et évacuer les déchets contaminés vers une installation d'élimination ou de stockage autorisée. De nouvelles analyses devront être réalisées afin de s'assurer de l'absence sur le site de la carrière Saint Louis - Hésingue des déchets contaminés.

#### 16.1. Contrôle inopiné :

A l'initiative de l'inspecteur des installations classées, il pourra être procédé par un laboratoire agréé, de façon inopinée à des prélèvements d'eau dans les puits de contrôle de la nappe phréatique, dans les plans d'eau et à des prélèvements sur les matériaux de remblais, et à leur analyse, à la charge de l'exploitant.

#### 16.2 Transmission des résultats d'analyses :

Les résultats d'analyses seront communiqués dès réception à la DRIRE avec les quantités de matériaux mis en remblai sur le site.

En cas de dépassement des prescriptions, l'exploitant joindra les éléments de nature à expliquer les dépassements constatés et précisera les mesures prises pour remédier à cette situation.

### **Article 17 - GARANTIES FINANCIÈRES**

La remise en état de la carrière est subordonnée à la constitution de garanties financières destinées à assurer la remise en état du site après exploitation, prévues aux articles R516-1 à R516-5 du code l'environnement.

#### **Article 17.1 – Montant des garanties financières**

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour la période 2008-2012 sera de 567 800 euros TTC.

La référence de départ des périodes est le 01 janvier 2008.

L'indice des travaux publics de référence TP01 utilisé est : 581.81 de juin 2007. Le taux de TVA applicable au moment du calcul du montant est : 0.196

#### **Article 17.2 - Actualisation du montant des garanties financières**

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

#### **Article 17.3. Justification des garanties financières**

Les garanties financières sont constituées sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cet acte est conforme au modèle d'attestation fixé par l'arrêté interministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 modifié.

Préalablement à toute exploitation dans la période quinquennale concernée, l'exploitant adresse au préfet, l'acte de cautionnement des garanties financières correspondant à la période.

L'attestation de renouvellement des garanties financières actualisées doit être adressée au Préfet par le titulaire de l'autorisation au moins trois mois avant son échéance.

#### **Article 18 – LEVEE DES GARANTIES FINANCIERES**

A la suite de la constatation de la conformité de la remise en état par un procès-verbal de recollement rédigé par l'inspecteur des installations classées, et après avis du Maire de la commune d'implantation de la carrière, le préfet lève par voie d'arrêté, l'obligation de garanties financières.

#### **Article 19 – PUBLICITÉ**

Conformément à l'article R512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de Saint Louis et mise à la disposition de tout intéressé, sera affichée dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

#### **Article 20 – FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions de présent arrêté sont à la charge de la société.

#### **Article 21 – DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. La remise en état du site n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété de l'exploitant ou des contrats de forage dont il est titulaire.

#### **Article 22 – SANCTIONS :**

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application du chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement.

#### **Article 23 – EXÉCUTION - AMPLIATION**

Le Secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin, le maire de Saint Louis, l'inspection des installations classées de la DRIRE, la gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne,

de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la société EST GRANULATS.

Fait à Colmar, le **12 FEV. 2008**  
Le Préfet,

Pour le Préfet,  
et par délégué,  
Le Secrétaire Général

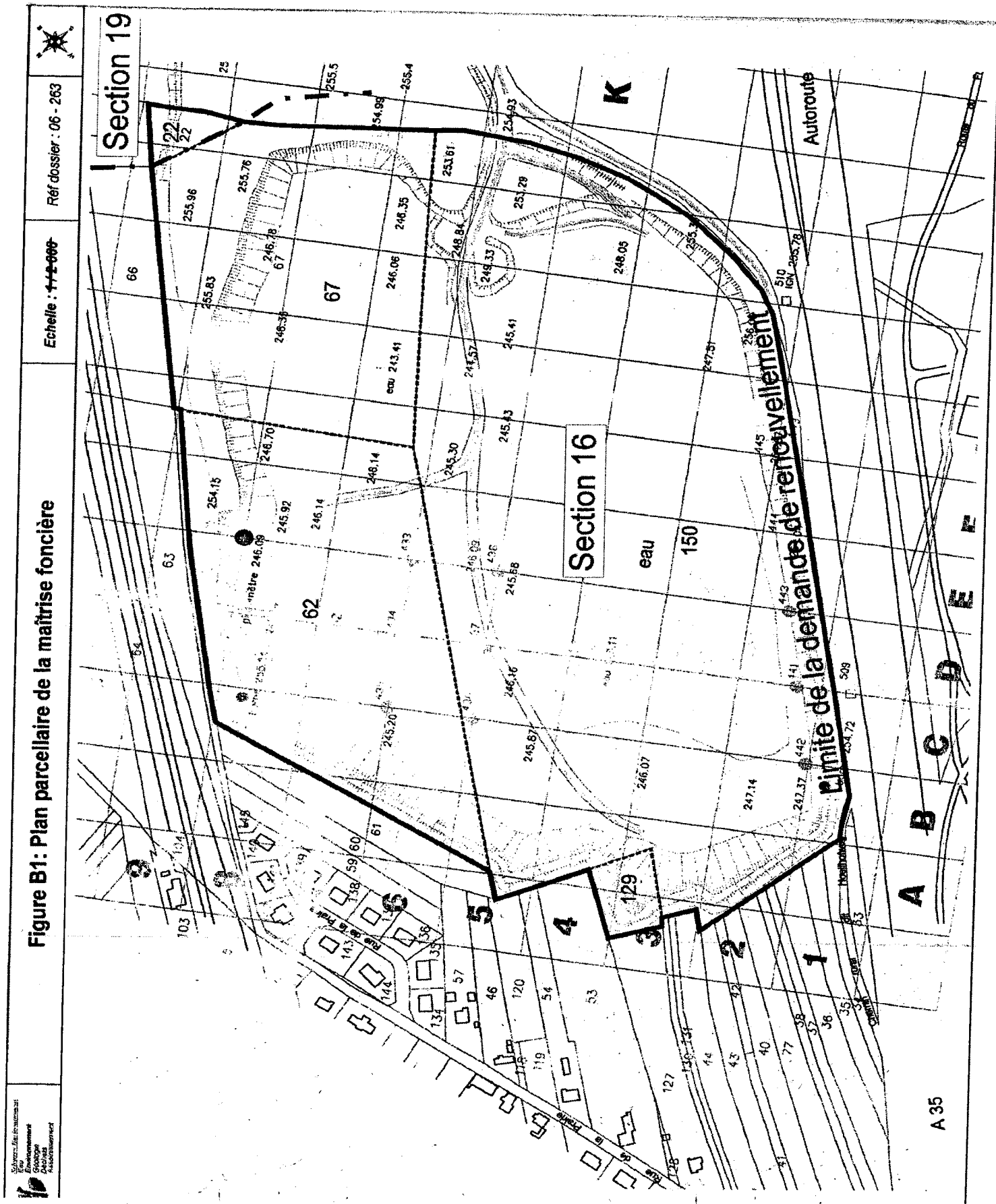
**Délais et voies de recours** (article L 514-6 du Code de l'Environnement)

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou par l'exploitant, dans un délai de **2 mois** à compter de sa notification, ou dans un délai de **6 mois** à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au représentant de l'Etat dans le département, pour les tiers ou les communes intéressées.

**Patrick PINOET**

## ANNEXE I

**Figure B1: Plan parcellaire de la maîtrise foncière**







### ANNEXE III

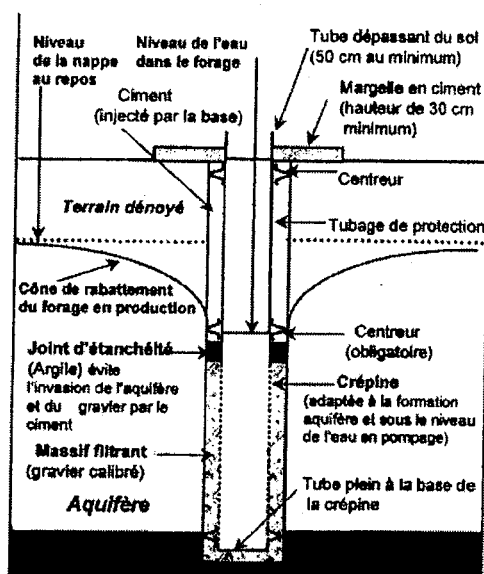
Dans le cas de la création de nouveaux ouvrages de surveillance des eaux souterraines, le rapport de fin de chantier devra comporter :

- une présentation du déroulement du chantier (dates, étapes, listes des incidents éventuels avec leur raison et les moyens employés pour y remédier)
- les coordonnées Lambert II définitives de l'ouvrage
- la cote NGF de la tête de l'ouvrage
- les coupes techniques et géologiques de l'ouvrage (avec mise en évidence de la cote piézométrique des eaux)

## ANNEXE IV

Recommandations pour la réalisation des ouvrages de surveillance des eaux souterraines et de leur comblement

- Afin d'éviter les infiltrations depuis la surface, la réalisation d'un sondage, forage ou puits doit s'accompagner d'une cimentation de l'espace interannulaire sur 1 m de profondeur compté à partir du terrain naturel.
- Lorsque le forage doit traverser une nappe libre avant de capter une nappe captive, l'ouvrage est réalisé en deux étapes avec aveuglement par cimentation réalisée au niveau de la couche imperméable séparant les deux aquifères. Après un temps de prise, le forage est poursuivi en diamètre réduit dans la nappe inférieure à capter.
- La tête du forage doit dépasser d'au moins 50 cm du terrain naturel ou être enterrée.
- La surface autour de la tête du forage doit être rendue étanche (margelle bétonnée ou autre moyen).
- Les ouvrages situés à l'extérieur des installations doivent comporter un dispositif de fermeture fiable pour empêcher toute ouverture en dehors des campagnes de prélèvements.
- Les boues de forage sont considérées comme des déchets et doivent donc faire l'objet d'un traitement en rapport in situ ou non.



*Schéma d'un forage et dispositions techniques associées*

## ANNEXE V

IDENTIFICATION DU PIEZOMETRE ET FREQUENCE DE L'ANALYSE						
Codification locale du piézomètre	N° BSS	Profondeur	Niveau piézométrique	Nivellement		
Fréquence de l'analyse	Date de l'analyse					
RESULTATS						
Code SANDRE	Nom du paramètre	Méthode	Unité	Résultat	Valeur limite	Origine de la valeur limite

## ANNEXE VI

### Annexe I : Critères à respecter pour l'admission de terres provenant de sites contaminés

#### 1° Paramètres à vérifier lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter :

PARAMÈTRES	EN MG/KG DE MATIÈRE SÈCHE
As	0.5
Ba	20
Cd	0.04
Cr total	0.5
Cu	2
Hg	0.01
Mo	0.5
Ni	0.4
Pb	0.5
Sb	0.06
Se	0.1
Zn	4
Fluorures	10
Indice phénols	1
COT sur éluat (*)	500 (*)
FS (fraction soluble)	4 000.

(\*) Si le déchet ne satisfait pas aux valeurs indiquées pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai avec un rapport L/S = 10 l/kg et un pH compris entre 7,5 et 8. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le COT sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg.

#### 2° Paramètres à vérifier pour le contenu total et valeurs limites à respecter :

PARAMÈTRES	EN MG/KG DE DÉCHET SEC
COT (carbone organique total)	30 000 (**)
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (biphényles polychlorés 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50

(\*\*) Une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg soit respectée pour le COT sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.

